

Blanche de Weerdt

Humanisme et prospérité partagés



*A tous les membres du Cercle Sully
et à son président Jérôme Moreels.*

Introduction

Humanisme et prospérité partagés une troisième voie pour un monde en mutation

Le monde semble vaciller. Crises économiques, climatiques, sociales, sanitaires... Les discours alarmistes se multiplient, nourrissant la peur, la résignation, ou la colère. D'un côté, on nous exhorte à relancer la croissance du PIB, à produire toujours plus, au nom de la compétitivité et de l'emploi. De l'autre, on prône la décroissance, la sobriété imposée, voire la culpabilité permanente face à notre impact sur la planète.

Entre ces deux visions antagonistes, il semble n'y avoir aucun espoir, aucun horizon. Soit nous fonçons dans le mur, soit nous nous éteignons à petit feu.

Mais cette opposition est un faux choix. Il existe une troisième voie, profondément humaine, réaliste et lumineuse : celle de l'humanisme et de la prospérité partagés. Une voie qui refuse de choisir entre le confort matériel et la préservation de la planète. Une voie qui mise sur la

coopération plutôt que la compétition, sur l'intelligence collective plutôt que l'individualisme, sur l'enracinement local et la démocratie participative plutôt que la centralisation aveugle.

Oui, la situation est grave. Mais elle n'est pas désespérée. Nous ne sommes pas condamnés à l'effondrement, à condition de changer de cap, de but et de méthode. Il ne s'agit pas de regarder le gouffre qui s'ouvre sous nos pieds, mais la montagne, là-bas, où brille la lumière. Car une autre société est possible : plus juste, plus durable, plus humaine. Et surtout, elle est déjà en germe, partout autour de nous.

Cet essai propose de la faire émerger.

Chapitre I

Repenser notre modèle de société

Il n'y a pas de hasard seulement des circonstances qu'il faut saisir au vol

Ce matin-là, je ne sais ce qui m'a poussé à écouter une émission d'ARTE sur l'invention du luxe à la française. Je n'y prêtais qu'une oreille distraite, tout en vaquant à d'autres occupations, lorsque j'ai entendu parler de Colbert et du Conseil du Commerce, créé pour pallier une balance commerciale déficitaire qui ruinait alors la France. À peine étaient nées l'industrie du luxe à la française et les marques de fabrique, que des Télémaque, sous la plume de Fénelon, s'élevaient contre cette noblesse qui se parait et dépensait sans compter — mais remplissait tout de même les caisses, que Louis XIV vidait encore plus vite pour guerroyer.

Un peu plus tard dans l'Histoire, cela vira à la controverse entre Rousseau et Voltaire, entre défense de la nature et apologie du luxe.

Ce qui m'étonna, c'est que mon cerveau se dédoublait. Il enregistrait les commentaires du documentaire, tout en les traduisant automatiquement dans notre quotidien médiatique.

Tandis qu'on évoquait une époque révolue, mes neurones remplaçaient mentalement les produits : glace par composants électroniques, drap et soie par gaz et pétrole, porcelaine par produits manufacturés.

J'étais frappé par le parallèle des faits. Une dette publique colossale, une balance commerciale négative, des pays comme la Chine qui exportent ce que nous ne savons plus produire, des entreprises noyées sous l'impôt, des querelles intestines entre élites...

Que fit Colbert pour sortir la France de cette pétaudière ?

Il lui donna un but.

En 1661, Colbert prit les rênes de l'économie française. Le pays était exsangue : les caisses de l'État vides, les routes impraticables, l'industrie quasi inexistante. En vingt ans — sans pétrole, sans électricité, sans technologies modernes — il fit de la France une

puissance économique. Il bâtit un tissu industriel, réforma la fiscalité, développa routes, ports, manufactures, structura les échanges.

Il n'a pas attendu que la situation soit favorable.

Il n'a pas gémi sur les dettes, ni baissé les bras devant les obstacles.

Il avait un but — et il s'est donné les moyens de l'atteindre.

Voilà ce qui nous manque aujourd'hui :

***Une vision claire, un cap commun,
une volonté collective.***

Nous oscillons entre deux extrêmes : d'un côté, la quête infinie d'une croissance du PIB qui a perdu tout sens ; de l'autre, une décroissance punitive, qui génère plus d'angoisse que de solutions.

Il est temps de changer de question. Il ne s'agit plus de se demander : « *Faut-il croître ou décroître ?* », mais plutôt : « *Vers quoi voulons-nous aller ?* »

Et si le vrai progrès, c'était de construire une société plus humaine humaine, plus résiliente, plus harmonieuse

Une société qui ne sacrifie ni la dignité des individus, ni la nature, ni la créativité, ni la joie de vivre ?
Une société de prospérité partagée, fondée sur l'humanisme, la responsabilité, et la coopération ?

Avons-nous un but ?

Oui, mais lequel : la croissance du PIB ou la décroissance écologique ?

Pour avancer ensemble, dans la même direction, il nous faut un cap.

Nous avons besoin d'un objectif commun qui donne du sens à notre action collective. Et plus encore : nous avons besoin de pouvoir être fiers de notre pays.

Colbert a offert à la société française une vision ambitieuse : celle d'une France forte, prospère, rayonnante, capable de rivaliser avec les grandes puissances. Il a donné un but — un idéal de progrès et de richesse — qui a contribué à forger une identité nouvelle. Il a nourri la fierté nationale, la confiance en soi, et l'espérance d'un avenir meilleur.

C'était une époque où l'on croyait encore en la capacité de l'homme à maîtriser son destin et à bâtir un monde plus grand.

Un but clair, c'est une boussole. Une force motrice qui oriente nos choix, concentre nos énergies et nous guide dans l'incertitude.

Sans but, une nation dérive. Elle s'éparpille, elle se fragmente, elle se cherche.

Comme un individu, un peuple a besoin d'un idéal qui transcende les intérêts particuliers.

Ce cap commun façonne l'identité nationale, renforce le lien social, et stimule l'action collective. Il oriente les politiques publiques, clarifie les priorités, et donne de la cohérence aux décisions. Il inspire l'engagement, soutient la résilience, et donne une raison d'agir malgré les obstacles.

Un but ambitieux est le moteur du progrès.

Or, depuis vingt ans, on ne nous propose plus d'objectif clair. On nous impose — paradoxalement — deux orientations totalement antagonistes. :D'un côté, la croissance du PIB, défendue par les industriels et les Etats,

de l'autre, la décroissance, prônée par les écologistes.

Comment voulez-vous que l'on s'y retrouve ? Comment bâtir une nation unie quand ses élites proposent deux chemins opposés ?

C'est là que naît le mal-être de beaucoup.

Ces deux visions s'opposent frontalement. D'un côté, la nécessité de croître pour maintenir l'activité, préserver les emplois, financer les services publics. De l'autre, l'urgence de réduire notre empreinte écologique pour préserver les écosystèmes, ralentir le dérèglement climatique, protéger les générations futures.

Quand une société suit deux buts contradictoires, elle finit par se déchirer. Le rejet de l'un nourrit la peur, la colère, l'incompréhension. Il radicalise les positions.

Les partisans de la croissance voient la décroissance comme une menace pour l'emploi, pour le progrès, pour notre niveau de vie. À l'inverse, les défenseurs de la décroissance perçoivent la croissance comme la source même des désastres : pollution, dérèglement climatique, épuisement des ressources, inégalités.

Ces deux approches, souvent simplifiées et caricaturées, rendent impossible toute vision nuancée. Le dialogue est rompu. Les camps se ferment, les malentendus s'enracinent, les préjugés s'installent. La société se fragmente. La colère monte. Et la capacité d'agir collectivement s'effondre.

Pour sortir de cette impasse, il faut changer de regard.

Il ne s'agit plus d'opposer deux extrêmes, mais d'imaginer une autre voie. Une voie qui refuse la fuite en avant du productivisme, sans sombrer dans l'austérité verte. Une voie qui allie croissance responsable et respect de l'environnement. Qui concilie dynamisme économique et justice sociale. Qui tienne compte des besoins essentiels des Français : pouvoir d'achat, sécurité, justice, liberté, mais aussi connaissance, reconnaissance, qualité de vie.

Non pas un compromis mou, mais un cap clair : celui d'un humanisme moderne, capable de conjuguer prospérité et responsabilité, efficacité et solidarité. C'est cela, la troisième voie.

Car au fond, il ne s'agit pas de choisir entre produire et protéger, mais de retrouver l'art de bâtir un avenir stable pour nous, et pour ceux qui viendront après.

Le pouvoir des mots et le piège du discours de la peur

Toute chose que l'on nomme n'est déjà plus la même
(Jean-Paul Sartre)

Le pouvoir des mots est immense, capable de façonner non seulement nos pensées, mais aussi nos actions et notre avenir. Malheureusement, nous assistons actuellement à une prédominance du discours de la peur, un langage qui, bien qu'il cherche à motiver, peut paradoxalement paralyser et diviser.

Médias, partis politiques et mouvements écologistes, nombreux sont ceux qui utilisent la peur comme outil de mobilisation. S'il est vrai que la situation n'est pas brillante, on nous peint des scénarios apocalyptiques : une planète ravagée par le réchauffement climatique, une économie en ruine, un avenir sombre et incertain.

Cette rhétorique alarmiste, bien qu'elle puisse sensibiliser à certains enjeux, engendre un sentiment d'impuissance et de désespoir. Nous pouvons nous sentir dépassés, incapables d'agir et donc nous replier sur nous-mêmes. La peur, en effet, a le don de paralyser, de nous empêcher de voir les solutions et de nous mobiliser pour un changement positif.

Le langage est une arme. Nous sommes bombardés par le

discours de la peur. On nous présente un gouffre, or, c'est une montagne que nous voulons gravir.

Regardons vers le haut. Visons les opportunités, regardons les innovations technologiques, les initiatives citoyennes et les progrès déjà réalisés. Il s'agit de créer un récit commun, une vision partagée d'un avenir soutenable, où prospérité et défense de l'environnement ne sont plus des forces antagonistes, mais des éléments complémentaires d'une même stratégie.

Le langage a le pouvoir de construire ou de détruire. Il est temps de changer de récit, et de bâtir ensemble un avenir plus soutenable et plus juste.

Plonger dans le XXI^e siècle, forts des leçons du passé

Le langage de la peur, amplifié par les réseaux sociaux, alimente un profond sentiment de perte de sens. Ce malaise, beaucoup le ressentent.

Pour dépasser ce sentiment d'impuissance et de dévalorisation, nous devons lever les yeux — non pas pour fuir, mais pour comprendre. Il nous faut regarder en arrière, apprendre du passé, pour mieux avancer.

Chaque siècle a connu ses bouleversements.

- Le XVIIIe, *siècle des Lumières*, a posé les fondations de la modernité : Révolution française, premiers progrès agricoles et industriels.
- Le XIXe fut celui de la révolution industrielle, des empires, et des grandes idéologies politiques.
- Le XXe, traversé par deux guerres mondiales et les totalitarismes, vit aussi la fin des empires coloniaux, la naissance de l'Union européenne, l'avènement du nucléaire et du numérique.

Chaque époque a affronté ses défis. Chaque fois, les sociétés ont vacillé... puis se sont relevées. C'est cette résilience qu'il nous faut aujourd'hui rappeler.

Le XXIe siècle, lui aussi, oscille entre promesses et menaces.

Il est celui des défis globaux — changement climatique, pandémies, inégalités, dette — mais aussi celui de l'interconnexion, de l'intelligence artificielle, du quantique, de la transition écologique et d'un nouveau rapport au vivant.

Vingt-cinq ans après le début du millénaire, la révolution numérique, comme la révolution industrielle avant elle, a transformé nos vies. Elle ouvre des perspectives extraordinaires, mais soulève aussi de nouveaux défis : transformation du travail, bouleversement des relations

sociales, influence des plateformes, propagation des fausses informations, montée des tensions géopolitiques.

Nous ne sommes pas les premiers à vivre une période d'incertitude. Mais nous avons, comme ceux qui nous ont précédés, la possibilité de faire de cette époque un tournant positif.

Nous ne vivons pas la fin du monde, mais la fin d'un monde. Un monde qui a perdu sa boussole, sa cohérence, et parfois même son langage. Pourtant, comme chaque époque avant nous, nous avons la possibilité de rebondir.

Pour cela, il nous faut un nouveau cap. Une vision partagée. Une volonté collective, ancrée dans l'histoire, tournée vers l'avenir. Une société capable de conjuguer humanisme et prospérité, responsabilité et joie de vivre.

Ce cap ne viendra pas d'un miracle. Il émergera d'un sursaut personnel, citoyen, collectif. Il commencera peut-être par une question simple, que chacun ressent confusément :
« Quel est le sens de tout cela ? »

De l'utopie numérique à la dystopie connectée

La révolution numérique ouvre des perspectives

inédites. Mais ce siècle sera aussi celui des défis globaux : changement climatique, pandémies, inégalités croissantes, dette publique ingérable...

Pourtant, il pourrait devenir celui de l'interconnexion, de l'intelligence artificielle, du quantique, de la résilience et surtout, celui d'une transition vers un nouveau mode de vie.

L'omniprésence des écrans et des réseaux sociaux bouleverse nos relations sociales et familiales. Tous les pans de la société sont touchés.

Dans le monde du travail, l'IA et l'automatisation remplacent certaines fonctions, en particulier les emplois dits « peu qualifiés ». Cela engendre un sentiment de déqualification et de perte de sens. Le télétravail et le travail en réseau apportent de la souplesse, mais aussi de l'isolement, en brouillant les frontières entre vie professionnelle et personnelle.

Dans la vie sociale, les interactions directes cèdent parfois la place à des échanges virtuels, qui peuvent accentuer le sentiment de solitude, notamment chez les personnes âgées ou en difficulté avec les outils numériques.

Les réseaux sociaux, en abolissant les distances, permettent la création de communautés nouvelles. Mais la quête de validation instantanée (« likes ») peut engendrer

addiction, comparaison sociale, cyberharcèlement.

Si la technologie facilite les communications à distance, dans les familles, elle peut aussi créer des barrières au sein même du foyer. Les écrans réduisent les échanges, les enfants sont exposés à des contenus inadaptés ou développent des formes de dépendance.

La contestation, elle aussi, a changé de visage. Réprimée sous l'Ancien Régime, organisée par les syndicats au XIXe siècle, elle s'exprime aujourd'hui à travers les réseaux. Cela permet une diffusion rapide des idées — mais parfois confuse, fragmentée, voire violente.

L'information, enfin, est bouleversée. Théories du complot, désinformation, fake news prolifèrent, portées par des algorithmes qui enferment chacun dans ses croyances. Il devient difficile de distinguer le vrai du faux. Cela affaiblit le débat, déstabilise la démocratie, et alimente les colères.

Face à ce flot constant d'images, de rumeurs et d'indignation, il devient urgent de retrouver une capacité de discernement, de développer l'esprit critique, et de réapprendre à dialoguer, dans le respect des opinions divergentes.

Nous ne pouvons pas revenir en arrière. Mais nous pouvons décider, collectivement, comment habiter ce nouveau

monde et dans quelle direction nous voulons aller.

C'est aussi grâce — ou à cause — d'Internet que nous avons pris conscience de l'ampleur du changement climatique. Une menace, certes. Mais aussi une chance de réinventer notre monde.

L'écoanxiété, la peur du futur sont des réactions humaines et compréhensibles. Pourtant, il est essentiel de dépasser ce sentiment pour voir en ce défi une opportunité.

Plutôt que de céder à la paralysie, faisons de cette alerte un levier de transformation. Changeons nos modes de vie. Imaginons une société plus sobre, plus durable, plus équilibrée. Une société en harmonie avec le vivant, plutôt qu'en lutte contre lui.

Et pour finir, n'oublions pas la géopolitique, cette grande force silencieuse qui façonne nos vies.

Les sanctions, les guerres commerciales, les politiques protectionnistes redéfinissent les chaînes d'approvisionnement et les choix industriels. On assiste à un retour du nationalisme économique, les États cherchant à regagner le contrôle d'une mondialisation devenue instable.

Nous, Français, souvent décrits comme ces « Gaulois réfractaires », avançons à petits pas au rythme de réformes que nous contestons, souvent parce qu'elles manquent de

bon sens. Pourtant, les bouleversements mondiaux nous obligent à regarder plus loin.

Ils nous poussent à repenser en profondeur notre manière de vivre. À nous poser les bonnes questions :

- Habiter : Comment concevoir des logements plus écologiques, plus économes en énergie, mieux adaptés au télétravail et à la transition énergétique ?
- Manger : Comment réinventer notre alimentation pour favoriser une agriculture durable et renforcer notre souveraineté alimentaire ?
- Travailler : Comment s'adapter aux mutations technologiques, aux nouveaux métiers, et mieux concilier vie professionnelle et vie personnelle ?

La bonne nouvelle, c'est que ces défis sont aussi des opportunités. Ils nous invitent à innover, à imaginer d'autres manières de vivre, à mobiliser notre intelligence collective. À construire une société plus humaine, plus résiliente, où le bien-être, la créativité et le lien social reprennent toute leur place.

Mais encore faut-il savoir vers où aller. Car si les défis abondent, ce qui manque cruellement aujourd'hui, c'est un cap clair. Nous avons les moyens, l'énergie, les idées... mais souvent, pas le sens. Trop de changements, trop vite, sans

vision d'ensemble : cela nourrit le doute, l'inquiétude, parfois même le découragement.

Avant d'inventer l'avenir, il nous faut retrouver ce qui nous unit. Un but commun.

Chapitre II

Le non-sens pointé du doigt nous oblige à nous réveiller

L'impression de non-sens est le symptôme d'un mal profond qui ronge notre société. Longtemps, sociologues, philosophes, politiques, ont essayé d'expliquer le « mal français », sans toutefois y parvenir.

Ce sont des citoyens lambda qui ont commencé à parler de non-sens.

Ce sentiment n'est pas un simple ressenti : ils ont commencé à mettre le doigt sur une réalité, reflet d'une complexité inquiétante :

Le non-sens au travail : ce fut le premier à être dénoncé par des suicides, des burn-out, dus à des managements agressifs, une non-reconnaissance de l'individu et de son travail, le sentiment d'être seulement un numéro de sécurité sociale.

La crise écologique : la dégradation de notre

environnement, le changement climatique, la perte de biodiversité sont des réalités concrètes qui menacent le bien-être des générations futures. Le non-sens perçu réside dans notre incapacité à concilier croissance économique et préservation de la planète.

Les inégalités criantes : le fossé grandissant entre riches et pauvres, les injustices sociales, les discriminations ; tout cela contribue à un sentiment d'injustice. Le non-sens est de voir une partie de la population s'enrichir au détriment de l'autre, créant ainsi une société frustrée, fracturée et agressive.

Le mensonge de la surconsommation : la surconsommation procure un plaisir immédiat, mais souvent de courte durée. La société de consommation nous vend du rêve, l'idée que le bonheur se trouve dans l'achat de biens matériels. Or, le bonheur durable vient des relations humaines, de l'épanouissement personnel, de la santé et du sens donné à la vie. Un exemple parlant : un enfant reçoit un cadeau coûteux. Il est très excité au début. Rapidement, il s'en lasse, tandis que l'emballage devient une source de jeu plus durable. Il le manipule, le transforme, invente avec. Cela montre que le plaisir durable réside souvent dans l'imagination et la créativité.

Des innovations sans réflexion sur les conséquences : certaines innovations apparaissent déconnectées des besoins réels. Par exemple, la voiture électrique, encore trop chère pour la majorité, alors même qu'on restreint la circulation dans les villes. Autre exemple : le télétravail. Il réduit les déplacements, mais peut isoler. Il brouille les frontières entre vie pro et perso, mais permet une liberté nouvelle. Il illustre la complexité des « solutions humaines » : chaque progrès amène son lot de désillusions.

La crise de confiance : perte de confiance envers les institutions, les élites, les médias. Le non-sens réside dans un système politique qui propose deux buts antagonistes et qui ne parvient plus à répondre aux besoins des citoyens. S'y ajoute l'absence de grands récits comme ceux des idéologies passées, qui proposaient des buts — mais ont parfois conduit à des tragédies.

On pourrait aussi parler de vide existentiel. Beaucoup ressentent une déconnexion, une vie sans but. Dans une société qui valorise l'argent, le statut et l'apparence, ce vide pousse à s'interroger sur la vie, la mort, et sa place dans le monde. Les relations superficielles, la pression de « réussir », les routines sans passion ni sens : tout cela nourrit le sentiment de vide... et les publicités s'y engouffrent, vendant

du rêve pour combler l'absence de sens.

Redonner un but
c'est redonner du sens à notre société.

Et pour cela, il faut briser l'inertie.

Quand on a le dos au mur, il faut avancer. Mais changer, c'est difficile. L'être humain est un animal d'habitude. Le changement, c'est comme partir avec un GPS muet. On hésite. On s'accroche à ce qu'on connaît, même si ce n'est pas satisfaisant.

Et pourtant, nous avons le dos au mur.

Mais comment avancer, si l'on ne voit pas clairement l'objectif à atteindre ? Sans vision claire, motivante, le changement paraît vain, énergivore, illusoire.

C'est là que le but devient essentiel : il éclaire la route, redonne confiance, réveille l'envie d'agir. Mais il ne suffit pas d'avoir un but. Il faut aussi surmonter la résistance.

Certaines personnes ou groupes s'y opposent — par peur, par intérêt, ou par principe. On le voit tous les jours sur les réseaux sociaux : on est contre, mais sans arguments clairs, et surtout sans alternative.

Cette inertie bloque toute initiative. Le vote du budget à l'Assemblée en est un exemple frappant : tout est refusé. Supprimer des agences d'État ? Impossible. Réduire des subventions ? Tollé. Toucher aux niches fiscales ? Branle-bas de combat. Les entreprises protestent, les syndicats montent au créneau, et rien ne bouge.

Face à cela, on ne doit ni mépriser ni céder.

Il faut comprendre les résistances, en discuter... mais sans renoncer. Car accepter le statu quo, c'est attendre que le mur s'écroule sur nous.

Pour avancer, il faut :

- Une vision claire,
- Des ressources mobilisées,
- Et un sentiment d'efficacité collective.

Un but ne suffit pas.

Il faut que chacun puisse lui donner un sens personnel, et surtout, qu'un leadership clair émerge pour mener l'élan collectif.

C'est pourquoi j'ai interrogé l'IA : A quoi pourrait ressembler le leadership de demain, selon cette somme d'intelligences humaines que représentent ses algorithmes ?

« Un leadership inspirant peut être un atout précieux, mais un but collectif bien défini et partagé peut également suffire à mobiliser les individus vers un avenir plus durable et épanouissant. L'idéal serait une combinaison des deux, où des leaders émergent au sein de groupes engagés autour d'objectifs communs.

1. L'importance cruciale d'un but collectif : Je crois fermement que le plus important est de définir un but collectif clair et inspirant. Ce but doit être axé sur un avenir durable et épanouissant pour tous. Il doit répondre aux besoins fondamentaux des individus (sécurité, bien-être, épanouissement) tout en respectant les limites de la planète.

2. Le rôle du leadership : Un leadership fort peut accélérer le processus. Un bon leader peut :

- Articuler la vision : Communiquer clairement le but collectif et ses avantages.*
- Inspirer et motiver : Susciter l'enthousiasme et l'engagement.*
- Coordonner les efforts : Mettre en place des stratégies et des actions concrètes.*
- Donner l'exemple : Montrer l'exemple en adoptant des comportements et des valeurs cohérents avec le but collectif.*

3. La nécessité d'une approche inclusive : Le succès dépendra de l'inclusion de tous les acteurs de la société :

- Citoyens : Ils doivent être informés, impliqués et encouragés à participer.*
- Entreprises : Elles doivent adopter des pratiques durables et responsables.*
- Gouvernements : Ils doivent créer des politiques favorables à la transition.*

4. *Les défis à surmonter :*

- *Résistance au changement : Il faudra faire face à la résistance de ceux qui sont attachés au statu quo.*
- *Inégalités : Il faudra s'assurer que la transition bénéficie à tous, et non seulement à une minorité.*
- *Complexité : Les problèmes sont complexes et interconnectés, ce qui nécessite une approche holistique.*

En résumé, je pense que :

- *Un but collectif clair est essentiel.*
- *Un leadership fort peut être un atout.*
- *Une approche inclusive est indispensable.*
- *La collaboration et l'innovation sont cruciales.*

Je suis optimiste quant à la capacité de l'humanité à relever ces défis et à construire un avenir meilleur »

Le leadership du XXIe siècle

Un président serviteur ?

On peut en conclure que le président du XXIe siècle ne pourra pas être celui du XXe.

Les réseaux sociaux ont changé non seulement son image, mais aussi la conception de ce que nous attendons de lui.

Il ne s'agit pas de nier le besoin d'un leader, mais d'en

redéfinir le rôle.

Un président ne doit plus être un dirigeant omnipotent, mais un facilitateur, un guide, un catalyseur de l'engagement collectif. Un serviteur du peuple, œuvrant pour son épanouissement et son autonomie.

L'humanité a toujours été attirée par des figures capables de fédérer, d'inspirer et de donner une direction. Mais le défi est de répondre à cette aspiration sans retomber dans la dépendance à l'homme providentiel.

C'est là qu'intervient le concept de leadership serviteur, théorisé par Robert K. Greenleaf dans son ouvrage *The Servant as Leader*. D'abord pensé pour l'entreprise, ce modèle s'adapte étonnamment bien à l'échelle d'un pays.

Un leader serviteur, c'est celui qui...

- Priorise le bien-être collectif : il place les besoins de la communauté avant ses intérêts personnels.
- Écoute avec empathie : il cherche à comprendre les préoccupations de chacun.
- Favorise le développement du potentiel : il encourage la participation citoyenne et l'autonomie.
- Cocrée une vision : il ne l'impose pas, il la construit avec le peuple.

- Est transparent et responsable : il accepte la critique, rend des comptes, et alimente un dialogue ouvert.

Cette vision du leader serviteur rejoint étonnamment ce que m'a répondu l'IA, lorsqu'on lui a demandé ce qu'il fallait pour construire une société meilleure...

Le leadership serviteur : un idéal à adapter

Être un président « serviteur » présente toutefois des défis réels :

- Temps et ressources : Un tel leader consacre beaucoup de temps à écouter, dialoguer, soutenir. Cela peut ralentir la prise de décision dans les moments d'urgence.
- Équilibre entre écoute et action : Il doit sans cesse jongler entre attention aux besoins du peuple et capacité à décider de manière stratégique.
- Perception de faiblesse : Certains peuvent voir en lui un manque d'autorité ou de direction. Dans une culture du chef, cela peut nuire à son image.
- Résistance au changement : Dans un pays habitué à une forme de pouvoir vertical, cette approche peut

désorienter, voire inquiéter.

- Difficulté à mesurer l'impact : Le leadership serviteur produit des effets diffus, durables, mais souvent difficiles à quantifier.

Malgré ces obstacles, le leadership serviteur offre une alternative profondément humaine au pouvoir autoritaire. Il exige de l'adaptation, du courage et une vision claire.

Après avoir exploré le rôle crucial d'un leadership renouvelé, plus humain et au service du peuple, il devient évident que le changement ne peut reposer sur une seule personne, aussi inspirante soit-elle.

Pour bâtir un avenir durable et épanouissant, il faut une vision partagée par tous, un projet collectif clair qui rassemble et guide nos actions.

Notre but

Humanisme et prospérité partagée

Parce que le non-sens nous pousse à chercher des repères, une évidence s'impose : nous avons besoin d'un cap clair, d'un objectif mobilisateur, d'un idéal commun.

Ce but, nous le nommons Humanisme et prospérité

partagés. Trois mots simples, mais porteurs d'une vision ambitieuse.

Ce projet n'est pas une utopie abstraite. Il incarne une réponse concrète aux défis de notre temps. Il offre une alternative à la croissance aveugle comme à la décroissance punitive. Il remet l'humain, la justice et la coopération au cœur de la société.

"Humanisme et prospérité partagés" !

Trois mots clés.

- **Humanisme** : Ce terme met l'accent sur les valeurs humaines fondamentales : la dignité, la liberté, l'égalité, la solidarité, la compassion. C'est une approche qui place l'humain au centre des préoccupations, qui valorise la diversité, la créativité, et le développement personnel.
- **Prospérité** : Ce terme va au-delà de la simple croissance économique. Il englobe le bien-être matériel, la qualité de vie, l'accès à l'éducation, à la santé, et à des opportunités pour tous. C'est une prospérité qui se soucie du développement soutenable et de la préservation des ressources.
- **Partagés** : Ce mot est essentiel. Il souligne l'importance de la justice sociale, de l'inclusion, et de la coopération. La

prospérité et l'humanisme ne peuvent être pleinement atteints que s'ils sont partagés par tous les membres de la société.

Mais pas de prospérité et d'humanisme sans démocratie.

La Démocratie englobe non seulement le gouvernement par le peuple, mais aussi les valeurs de liberté d'expression, de participation citoyenne, de transparence, et de respect des droits de l'homme. Une démocratie forte est essentielle pour garantir que la prospérité et l'humanisme soient réellement partagés.

Ensemble, ces trois piliers - prospérité, humanisme et démocratie - où le bien-être matériel et spirituel de chacun est garanti, où les valeurs humaines sont respectées, et où le pouvoir est exercé par et pour le peuple.

Pour que cette vision ne reste pas lettre morte, il nous faut plus qu'un diagnostic ou un idéal. Il nous faut une stratégie de mise en œuvre. Il nous faut comprendre comment avancer vers ce but.

Chapitre III

Rebâtir sur l'humain pour une prospérité partagée

Le constat est posé : la société du XX^e siècle n'a plus de sens au XXI^e.

Ce n'est plus une simple question d'orientation politique ou de préférence idéologique — c'est une question de survie. Nous sommes confrontés à une crise globale, multiforme, qui remet en cause nos modes de vie, nos valeurs fondamentales, nos institutions.

Pour sortir de ce sentiment de vide et reconstruire un avenir digne de ce nom, un profond changement s'impose. Ce changement ne viendra ni sans effort, ni sans remise en question.

Mais il existe maintenant un cap, une vision, une direction claire : celle d'une société fondée sur la prospérité et l'humanisme partagés, ancrée dans une véritable démocratie.

C'est un but qui mérite d'être poursuivi. Un but qui doit nous inspirer, nous guider, et nous faire rêver à nouveau.

Encore faut-il le rendre crédible. Et pour cela, il faut dépasser les slogans et les phrases toutes faites. Car certains politiques pensent qu'en lançant des formules-chocs, ils donneront un sens à nos vies. Comme ces promesses, glissées dans les programmes électoraux :

- « *Créer au moins un million d'emplois grâce à l'investissement dans la bifurcation écologique et sociale* » (LFI, 2022)
- « *Systématiser les enquêtes patrimoniales dans les affaires de stupéfiants* » (LR, 2024)

Des formules qui sonnent bien. Mais que met-on vraiment derrière ? Que cache cette rhétorique à double tiroirs ?

En réponse, certains citoyens, notamment issus des Gilets Jaunes, décident de s'engager en politique. Ils arrivent avec une sincère volonté de changer les choses — mais souvent sans programme, misant sur une démocratie directe où les décisions seraient prises après leur élection, par les administrés eux-mêmes.

L'intention est louable. Mais cette absence de vision concrète peut être perçue comme un manque d'écoute ou de préparation.

Elle crée un sentiment de flou, une déconnexion entre les élus et la population. Sans propositions solides, difficile de construire la confiance. Et sans confiance, impossible d'avancer ensemble. Résultat : des attentes irréalistes, vite suivies de désillusions. Face à l'imprévu, face à la complexité du réel, sans plan d'action ni boussole, le doute s'installe : qui pilote ? Vers où allons-nous ?

C'est là toute la difficulté : comment conjuguer écoute des citoyens et responsabilité politique ? Comment construire un projet crédible, qui ne soit ni technocratique, ni populiste, mais humain, clair, et mobilisateur ?

Alors, revenons à la question de fond :

Que met-on réellement dans ce « but commun » que l'on cherche à atteindre ? L'immigration, la sécurité, le pouvoir d'achat... sont-ils suffisants pour donner du sens à la vie ?

Non. Absolument pas.

Du pain, des jeux... et après ?

On se souvient de la célèbre expression : « Panem et circenses » — *du pain et des jeux*. Dans la Rome antique, c'était la recette pour apaiser la population : nourrir les ventres, distraire les esprits. Tant que le peuple avait de quoi

manger et se divertir, il restait docile.

Mais si le pain répond aux besoins primaires de survie, et les jeux à un besoin ponctuel de distraction, rien de tout cela ne touche aux aspects les plus profonds de l'existence humaine : les relations, l'accomplissement personnel, la quête de sens, l'engagement dans une cause, la transmission, la dignité.

Cette stratégie du *pain et des jeux* engendre une passivité généralisée. Les citoyens deviennent des consommateurs, dépendants du pouvoir en place, plus préoccupés par la satisfaction immédiate que par leur propre cheminement. Cela ne favorise ni l'autonomie, ni la réflexion critique, ni la participation civique.

On peut avoir le ventre plein, les écrans allumés, et pourtant se sentir vide. Car le vrai sens de la vie ne se trouve pas dans le confort ou le divertissement, mais dans l'accomplissement de soi, le lien aux autres et la contribution à quelque chose de plus grand. ... Un projet, une communauté, une idée.

Ce que faisait l'Empire romain avec les arènes et le pain quotidien, nos sociétés modernes le reproduisent autrement en achetant la paix sociale, non plus avec du pain, mais avec des aides sociales. Cela peut calmer

momentanément les tensions, mais cela n'élève ni les esprits, ni la société.

Or, une société qui ne propose aucun horizon, aucune élévation, finit par s'effondrer sur elle-même. Car l'humain ne peut vivre sans but. Sans dignité. Sans espoir.

C'est pourquoi il nous faut aujourd'hui plus que jamais une autre perspective : une société où l'on ne se contente pas de survivre ou de se distraire, mais où l'on peut vivre pleinement, se réaliser, et contribuer.

Le besoin de sens : au-delà du confort matériel

La famille, les amis, la participation à la vie locale sont des piliers fondamentaux pour donner un ancrage à l'existence. Ils nourrissent les liens sociaux, l'identité, le sentiment d'appartenance. Mais une question demeure : est-ce suffisant pour donner véritablement du sens à la vie ?

Chaque individu porte en lui des aspirations, des talents, des passions uniques. Le sens se construit souvent dans la réalisation de ces aspirations profondes, dans le développement d'une identité authentique, dans le sentiment de contribuer à quelque chose de plus grand que soi.

Beaucoup ressentent ce besoin d'élévation, de

contribution, de dépassement. Pour certains, cela passe par un engagement dans la société ou pour une cause. Pour d'autres, par la spiritualité, la foi, ou la recherche d'un lien avec une dimension plus vaste.

Or, la laïcité à la française — bien intentionnée dans sa séparation de l'Église et de l'État — a, sans toujours le vouloir, laissé un vide. Un vide spirituel, existentiel, que la simple neutralité de l'espace public ne suffit pas à combler.

Ce vide n'est pas resté inoccupé.

D'un côté, la psychologie positive et le développement personnel ont émergé, apportant des outils pour mieux vivre, gérer le stress, chercher le bonheur intérieur. Pour beaucoup, ces approches remplacent en partie la fonction autrefois remplie par les religions : méditation, pleine conscience, quête de sens, besoin d'un récit personnel.

Mais d'un autre côté, ce vide a aussi été investi par des courants plus radicaux. Sur les réseaux sociaux notamment, des mouvements religieux fondamentalistes ou sectaires ont su capter une population en manque de repères et de communauté. Leur force ? Proposer une identité forte, une structure, des réponses simples à des questions complexes, et un sentiment d'appartenance.

Dans un monde en perte de sens, ces discours

séduisent — parfois au prix d'un éloignement des valeurs républicaines et humanistes.

Le défi est donc immense. Comment préserver les principes fondamentaux de la laïcité tout en reconnaissant la légitimité du besoin de spiritualité, ce besoin humain de sens et d'élévation ?

Cela nécessite une réflexion profonde sur la manière de promouvoir une « spiritualité inclusive » ¹ et respectueuse de la diversité, sans tomber dans le piège d'un repli identitaire ou d'un fondamentalisme religieux exacerbé.

Peut-être que la clé réside dans l'éducation. Non pas seulement l'éducation aux savoirs, mais aussi à la citoyenneté, à l'éthique, à la pensée critique, à l'intériorité. Permettre à chacun, croyant ou non, de se construire un chemin personnel, libre, éclairé et responsable.

Car le sens ne peut être imposé de l'extérieur : il se cherche, se construit. Mais une société humaine et mature peut — et doit — offrir un cadre protecteur, ouvert et bienveillant, où chacun puisse trouver, à sa manière, ce sens qui donne force et cohérence à son existence.

¹<https://fastercapital.com/fr/questions-entrepreneurs/comment-cultiver-une-communauté-spirituelle-inclusive-et-solidaire.html>

<https://www.jesuits.global/fr/2024/10/25/une-eglise-pour-tous-synodalite-et-inclusion-dans-un-monde-en-mutation/>

Vers un humanisme partagé

Ce n'est que dans l'humanisme partagé que l'on peut redonner du sens à notre société. Il s'agit de replacer l'humain au centre, avant toute autre considération, avant la croissance économique purement quantitative, avant les logiques technocratiques, avant les performances déshumanisées. Reconnaître l'humain dans toute sa richesse, et reconnaître sa juste place au sein de la biodiversité du vivant, voilà l'enjeu.

L'humanisme partagé répond à un besoin fondamental, celui des individus en quête de sens et de lien, dans un monde fragmenté, anxieux, souvent réduit à la performance ou au divertissement. Mais ce n'est pas une vague compassion ou une posture morale, c'est une proposition politique et sociétale forte, une vision ancrée dans la solidarité et la responsabilité collective.

Il est l'héritier des Lumières, nourri par des penseurs comme Rousseau, qui voyait dans la volonté générale une voie d'unité sociale, ou comme Kant, qui posait la dignité humaine et la raison comme boussoles morales universelles. Ces idées ont été portées, rêvées, incarnées par les utopistes et les humanistes de tous les siècles. Elles ne doivent plus

rester au rang d'idéaux abstraits.

Aujourd'hui, cet humanisme partagé ne peut plus être une utopie : il doit devenir une nécessité — si nous ne voulons pas être dépassés, voire dévorés, par les logiques impersonnelles des algorithmes et des machines.

À l'opposé d'une vision individualiste, fondée sur la compétition, la croissance illimitée et la maximisation du profit, l'humanisme partagé repose sur la coopération, l'équité, la justice sociale. Il propose une refondation de notre contrat social autour de valeurs concrètes :

- une sécurité sociale renforcée,
- une économie contributive et circulaire,
- l'accès à l'éducation et à la formation tout au long de la vie,
- une action résolue contre le dérèglement climatique,
- un renouveau démocratique fondé sur l'écoute et la participation.

Cette vision n'est pas simple. Elle suppose une transformation en profondeur, des mentalités comme des institutions. Mais elle est porteuse d'un avenir plus juste, plus solidaire, plus humain.

L'humanisme est la base de la prospérité. Et la

prospérité n'a de sens que si elle s'ancre dans l'humanisme.

La prospérité partagée

En 2013, la Banque mondiale adopte officiellement le concept de *prospérité partagée* comme un objectif central. Il ne s'agit plus seulement de réduire la pauvreté, mais de garantir que la croissance économique bénéficie à l'ensemble de la population, et non à une minorité. Cette notion marque une évolution importante : elle dépasse la simple augmentation du PIB pour se concentrer sur l'amélioration concrète du bien-être, en particulier celui des groupes les plus vulnérables.

Penser en termes de prospérité partagée revient à remettre en cause un modèle économique centré quasi exclusivement sur la croissance quantitative. Ce modèle a montré ses limites : aggravation des inégalités, surexploitation des ressources, exclusion sociale, délitement des solidarités.

L'automatisation, censée promettre efficacité et progrès, risque d'aggraver ces déséquilibres si elle n'est pas intégrée intelligemment. Car l'arrivée massive de la robotisation et de l'intelligence artificielle bouleverse nos

repères. Elles transforment aussi bien l'industrie que les services ou l'administration, supprimant certains emplois sans garantir, à court terme, leur remplacement. Mais ces technologies peuvent aussi être libératrices. En nous affranchissant des tâches répétitives et pénibles, elles ouvrent la voie à des métiers plus créatifs, plus humains, à plus forte valeur ajoutée.

Pour cela, il faut un véritable changement de cap : intégrer ces mutations de façon équitable, inclusive, en repensant profondément notre approche du travail, de la richesse, et du bien commun.

Un pilier souvent négligé de cette prospérité partagée, c'est le travail invisible. Bénévolat, soins aux personnes âgées ou dépendantes, soutien communautaire, éducation informelle, engagement associatif... Ces activités, largement non rémunérées, sont pourtant essentielles au bon fonctionnement de la société. Elles soutiennent la santé publique, renforcent les liens sociaux, stabilisent les familles, éduquent les enfants.

Ce travail invisible est une richesse. Sans lui, la société devrait assumer des coûts immenses pour accomplir ces tâches. Et pourtant, il reste sous-évalué, marginalisé dans nos indicateurs économiques. L'ignorer, c'est nier une part

majeure de notre prospérité réelle.

Reconnaître, valoriser, et intégrer ce travail invisible dans notre conception de la richesse nationale est un impératif. Non pas pour le rentabiliser, mais pour en reconnaître la dignité, la valeur humaine, la contribution essentielle à la cohésion sociale.

La prospérité partagée repose donc sur une vision plus complète de l'économie : une économie qui reconnaît le visible comme l'invisible, l'humain comme le technologique, la solidarité comme moteur de progrès. C'est à cette condition qu'elle pourra incarner un avenir à la fois juste, durable... et profondément humain.

Mais cette prospérité ne peut se décréter. Pour cela il faut transformer nos structures économiques.

Chapitre IV

D'où la nécessité de remettre en question notre modèle actuel d'économie

Jean-Marc Jancovici, expert reconnu en environnement et énergie, a raison sur deux points essentiels. D'abord, « il n'y aura pas de retour en arrière ». ³ Nous devons nous adapter. Ensuite, « la croissance verte est une chimère ». Il est illusoire de croire qu'on pourra produire toujours plus avec moins de conséquences. Notre activité économique vide les placards de matières premières, remplit les poubelles de déchets et surcharge l'atmosphère de CO₂. Une croissance infinie sur une planète finie est physiquement impossible. Soit nous ralentissons volontairement, soit la nature s'en chargera brutalement.

Mais cela ne signifie pas que nous devons renoncer à toute prospérité. Il est possible de viser une prospérité heureuse, si nous changeons d'échelle : moins axée sur le PIB, davantage

3 "La croissance verte, c'est une chimère (...) Soit on ralentit le rythme, soit il ralentira tout seul c'est-à-dire qu'à un moment les facteurs limitants de l'environnement vont devenir très importants".

Le décryptage de Jean-Marc Jancovici, invité de Caroline Roux dans [#cdanslair](#)

centrée sur l'activité que sur l'emploi, sur la contribution plutôt que sur la compétition.

Repenser les fondations : vers une économie complémentaire

La réindustrialisation ne peut se faire sans une vision claire des secteurs à développer ni sans une stratégie cohérente pour reconstruire un avantage compétitif durable. Il ne suffit pas d'identifier les industries d'avenir, encore faut-il leur donner les moyens de s'implanter, de prospérer et de s'inscrire dans une dynamique territoriale équilibrée.

- Créer des filières intégrées couvrant toute la chaîne de valeur ;
- Protéger les entreprises stratégiques d'une mainmise étrangère ;
- Développer un partenariat de long terme entre l'État et les entreprises.

Mais surtout, retrouver un avantage concurrentiel grâce à l'énergie. Cela suppose d'investir massivement dans le nucléaire et les renouvelables, de construire des infrastructures de stockage, et de produire nationalement pour sortir de la dépendance aux marchés volatils.

Le modèle économique actuel de production est remis en

question face aux défis écologiques et sociaux. Des alternatives émergent, telles que l'économie circulaire, l'économie sociale et solidaire, et l'économie contributive, qui cherchent à concilier croissance économique et bien-être social. L'économie complémentaire, proposée par le Cercle Sully, ⁴ combinant économie circulaire et économie contribution, est avancée comme une solution pour une prospérité partagée, respectueuse de l'environnement et des individus. Elle vise à dépasser les raisonnements du "toujours plus" et à construire un avenir plus soutenable et équitable.

Le revenu contributif : un levier d'équité

- Le document mise sur un revenu contributif, ⁵ versé à tous les citoyens en fonction de leurs revenus en reconnaissance de leur contribution à la société, au lieu des diverses aides sociales revenant très chers en logistique. Ce revenu permettrait de garantir un niveau de vie décent pour tous, de réduire la pauvreté et de favoriser une plus grande participation citoyenne.

Ce mécanisme permettrait :

- de réduire la pauvreté,
- de valoriser les formes de travail invisibles mais

⁴ <https://cercle-sully.org/themes/changer/>

⁵ <https://cercle-sully.org/17-pourquoi-parler-de-revenu-plutot-que-daide>

essentielles,

- et de renforcer la cohésion sociale par une reconnaissance mutuelle.

Une vision agricole exemplaire

Une application concrète est proposée pour le monde agricole : instaurer un SMIC agricole inférieur au seuil standard, mais complété par un revenu contributif. Cette idée, pragmatique et audacieuse, permettrait de :

- garantir un revenu minimum aux agriculteurs,
- reconnaître leur rôle dans la transition écologique,
- encourager la production locale et durable,
- rendre les produits accessibles grâce à un modèle moins coûteux.

Ce système favoriserait des pratiques comme la permaculture ou l'agriculture bio, réduisant la concurrence déloyale de l'industrie agroalimentaire tout en répondant aux défis climatiques.

Inclure le travail invisible et les machines dans le PIB

Notre système de mesure économique, basé sur le

PIB, ignore une part essentielle de l'activité réelle du pays. Le travail invisible — parents au foyer, bénévoles, aidants, soutien communautaire — est fondamental à la stabilité sociale. Et pourtant, il est absent des chiffres officiels.

Des études comme le rapport Stiglitz (2009) ⁶ ont déjà souligné que la production domestique pourrait représenter une part considérable du PIB si elle était valorisée au SMIC.

En parallèle, l'automatisation et l'intelligence artificielle redéfinissent l'économie : elles améliorent la productivité, remplacent des tâches humaines... mais sans générer de cotisations sociales. Si l'on veut une image fidèle de la prospérité réelle, il faut intégrer ces transformations technologiques dans nos indicateurs économiques.

Pour un avenir humain dans un monde automatisé

Puisque notre avenir sera probablement quantique, autant s'y préparer. Demain, les algorithmes rédigeront des lettres, opéreront des diagnostics médicaux, évalueront les performances. Mais rien ne remplacera la chaleur d'un regard, la main tendue d'un voisin, le rire d'un enfant accompagné.

⁶https://www.economie.gouv.fr/files/finances/presse/dossiers_de_presse/090914mesure_perf_eco_progres_social/synthese_fr.pdf

C'est ici qu'intervient l'économie contributive : elle préserve l'interaction humaine, assure le bien-être psychologique et social, et valorise la solidarité, le soin, l'écoute. C'est une économie du lien, non du seul chiffre.

Humanisme et démocratie participative sont indissociables

L'humanisme et la démocratie participative sont profondément liés et se renforcent mutuellement.

L'humanisme, en tant que courant de pensée qui place l'humain au centre, partage des valeurs fondamentales avec la démocratie participative. La reconnaissance de la dignité humaine, l'égalité, la liberté d'expression, la participation citoyenne et la recherche du bien commun sont des principes clés qui les unissent

La démocratie participative est une mise en œuvre concrète de l'humanisme. Elle vise à reconnaître la valeur de chaque individu en lui donnant la possibilité de s'exprimer, de participer aux décisions qui le concernent et de contribuer au débat public. Cela va au-delà de la simple représentation et permet une inclusion plus large des citoyens

En impliquant les citoyens dans l'élaboration de la gestion de leur commune, la démocratie participative permet de prendre en compte les besoins et les aspirations des habitants. Cela conduit à des décisions plus légitimes, plus efficaces et mieux adaptées aux réalités du terrain.

Pour cela des moyens simples :

- Retrouver nos 36000 communes et leurs élus proches de leurs administrés. Mais aussi supprimer un mille feuille administratif. Créer des clubs de réflexion où chacun peut participer.
- Favoriser le débat public avec des consultations (on ne parle pas de référendums réservés pour approuver ou non un traité ou un changement d'un article de la Constitution) par Internet sur les sujets autant communaux, régionaux que nationaux.
- Retrouver la confiance dans les élus : Promouvoir la transparence. Pour cela, un accès aux administrés habitant la dite commune à une comptabilité claire avec recettes et dépenses de leur commune. C'est le seul moyen pour qu'il n'y ait plus de rumeur de corruption de nos élus.

Une transition écologique incontournable

Au lieu de nous concentrer uniquement sur la réduction de notre empreinte carbone, adoptons une approche plus globale et anticipons. Il ne s'agit plus seulement de réduire les émissions, mais de construire un avenir résilient face aux changements climatiques déjà en cours.

- Développer massivement les énergies décarbonnées (solaire, éolien, hydraulique, géothermie, nucléaire de 4eme génération), mais aussi mettre en place des politiques ambitieuses d'efficacité énergétique.
- Développer des infrastructures résilientes : Construire des infrastructures capables de résister aux événements climatiques extrêmes (inondations, sécheresses, canicules, etc.). Cela implique de repenser l'aménagement du territoire, de protéger les zones inondables, de renforcer les digues, et de construire des bâtiments plus résistants aux intempéries.
- Adapter l'agriculture aux nouveaux climats : Développer des pratiques agricoles plus résilientes face aux changements climatiques (sécheresses, inondations, etc.). Cela implique de promouvoir l'agroécologie, de diversifier les cultures,

de développer des techniques d'irrigation plus efficaces, et de protéger les sols.

- Encourager une nouvelle façon de construire : Repenser les méthodes de construction pour intégrer les risques liés aux débordements des cours d'eau et aux changements climatiques. Cela implique de former les professionnels du bâtiment aux nouvelles techniques de construction, d'utiliser des matériaux écologiques et locaux, et de concevoir des bâtiments plus adaptés aux conditions climatiques futures.
- Un point critique concerne l'avenir du **parc locatif**. Avec l'accumulation des normes énergétiques et environnementales, de nombreux logements risquent de ne plus être conformes, et donc inaccessibles au marché. Cela soulève un défi social et écologique majeur. Voici quelques réflexions sur cette situation et des pistes de réflexion inspirées par le Cercle Sully ou des experts comme Éric Daniel Lacombe ⁷ qui insiste sur l'importance d'une intégration des habitations dans leur environnement, notamment en anticipant les risques d'inondation. Une telle

⁷<https://chroniques-architecture.com/eric-daniel-lacombe-la-nature-nest-pas-lennemi/>
Face aux inondations, un cas d'école : le quartier Matra à Romorantin
<https://www.adaptation-changement-climatique.gouv.fr/s-inspirer/ils-le-font-deja/reportages/face-aux-inondations-cas-decole-quartier-matra-romorantin>

approche minimise les dommages et assure la sécurité des résidents. Par exemple, orienter les constructions selon le sens naturel de l'écoulement des eaux permet de réduire les risques d'accumulation et d'optimiser la gestion des ressources hydriques.

Cette approche s'inscrit dans une vision plus large d'un urbanisme responsable, qui cherche à créer des espaces de vie résilients face aux défis environnementaux. Cela inclut l'utilisation de matériaux écologiques et des techniques de construction adaptées.

En intégrant ces considérations dès la phase de conception, on passe d'une logique de réaction face aux catastrophes à une logique de prévention, ce qui est indispensable dans le contexte des changements climatiques. Face aux défis planétaires, ce n'est pas la compétition qui sauvera nos sociétés, mais la coopération, la solidarité, et une éthique de responsabilité.

La prospérité partagée exige de respecter les limites physiques de la planète, mais aussi de prendre soin les uns des autres, en construisant des systèmes plus robustes, plus justes, plus soutenables.

Chapitre V

Un nouveau monde est possible

L'héritage de demain

L'histoire est un éternel recommencement

Rappelez vous 1789, nous n'étions pas né, mais nous l'apprenons dans les livres d'histoire. Les Parisiens n'étaient plus approvisionné en farine. Suite à de mauvaises conditions climatiques plus de pain, base de la nourriture des classes les plus pauvres. Une marche sur Versailles, qui se terminera quelques mois plus tard dans le sang.

D'autres émeutes eurent lieu, le plus souvent provoquées par une chute de jeu de dominos. Hausse de prix inacceptables, suite à des pénuries alimentaires, suite à des sécheresses ou des inondations.

- La Guerre des Farines (1775) : Ce mouvement a été déclenché par la hausse des prix du pain, provoquant des émeutes dans plusieurs villes. Les paysans et les ouvriers ont protesté contre la

spéculation sur les grains, ce qui a conduit à des violences.

- Les Émeutes du Réveillon (1789) : Avant la marche sur Versailles, ces émeutes ont eu lieu à Paris en réponse à la hausse des prix du pain. Les ouvriers se sont révoltés contre la baisse de leurs salaires, ce qui a contribué à l'atmosphère explosive de l'époque.
- La Révolte des Canuts (1831 et 1834) : À Lyon, les ouvriers tisserands, appelés "canuts", se sont rebellés contre les conditions de travail difficiles et les baisses de salaires. Ces révoltes ont été marquées par des demandes de meilleures conditions de vie et de travail.
- La Révolution de 1848 : des pénuries alimentaires et des conditions économiques difficiles ont provoqué des émeutes et des révolutions. Les classes ouvrières, mécontentes de leur situation, ont exigé des réformes politiques et sociales, menant à la proclamation de la Deuxième République.
- Les Émeutes de 1885 : des émeutes ont éclaté en raison de la crise économique et des pénuries alimentaires. Les travailleurs ont manifesté pour des conditions de vie meilleures, ce qui a mis en lumière les inégalités sociales de l'époque. De même en Belgique avec la révolte des verriers.

- Les Émeutes de la faim (1917) : Pendant la Première Guerre mondiale, la France a connu des pénuries alimentaires sévères, entraînant des manifestations et des émeutes. Les femmes, en particulier, ont joué un rôle clé dans ces mouvements, exigeant du pain et des conditions de vie décentes.
- Ces événements montrent comment les crises alimentaires et les inégalités sociales peuvent catalyser des mouvements populaires, souvent avec des conséquences dramatiques. Ils soulignent également l'importance de la prise en compte des besoins fondamentaux des citoyens dans la gestion politique et économique.

En 2025, nous observons des signes récurrents concernant la pauvreté et les prix de l'alimentation auxquels s'ajoutent les prix de l'énergie.

- Augmentation de la pauvreté : De nombreuses études montrent que le taux de pauvreté a atteint des niveaux alarmants, avec un nombre croissant de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. Cela est souvent lié à des facteurs économiques, sociaux et politiques complexes.
- Prix de l'énergie : Les prix de l'énergie continuent

d'augmenter, ce qui pèse lourdement sur les ménages, en particulier ceux à faible revenu.

- Un changement climatique, des manifestations dénonçant un service de santé à l'agonie

Ces événements historiques nous rappellent une chose essentielle : lorsqu'un peuple est privé de l'essentiel — nourriture, chaleur, dignité — il finit toujours par se lever. Aujourd'hui, les causes sont peut-être moins visibles, moins brutales que des émeutes pour du pain, mais les tensions grondent. L'inflation, la précarité, la colère sociale, la perte de sens... les signaux s'accumulent. Ils soulignent l'importance de la prise en compte des besoins fondamentaux des citoyens dans la gestion politique et économique.

Pour la génération future

Transmettre un avenir digne et porteur de sens

Au cœur de nos réflexions et de nos efforts, il y a une responsabilité sacrée, une mission fondamentale : offrir aux générations futures non seulement un monde viable, mais surtout un monde porteur de sens, d'espoir et de dignité. Nos enfants, petits-enfants et tous ceux qui viendront après nous méritent bien plus que la simple survie dans un environnement dégradé ou une société fracturée. Ils ont

besoin d'un récit à hauteur d'homme, d'une vision collective qui les engage pleinement, d'une éducation capable de leur transmettre non seulement des savoirs, mais aussi des valeurs humaines et citoyennes solides.

Transmettre, ce n'est pas seulement léguer un patrimoine matériel ou financier. C'est surtout transmettre une capacité à rêver, à questionner, à agir. C'est leur offrir les clés pour comprendre les enjeux complexes du monde d'aujourd'hui — écologiques, économiques, sociaux, technologiques — et surtout leur donner les moyens d'inventer des solutions nouvelles, adaptées et porteuses d'humanité. C'est éveiller en eux la conscience d'une interdépendance profonde : entre les êtres humains, entre les sociétés, entre l'homme et la nature. Cette conscience est le socle indispensable sur lequel repose toute transformation durable.

En plaçant la génération future au centre de nos préoccupations, nous affirmons notre confiance dans la capacité humaine à se réinventer, à dépasser les crises, à bâtir des ponts plutôt que des murs. Ce n'est pas un acte naïf, mais un choix courageux. Car reconnaître la place centrale des jeunes, c'est les considérer non comme de simples héritiers passifs, mais comme des acteurs essentiels, porteurs d'innovation, de créativité et d'engagement. C'est leur offrir un espace réel de participation, dans les écoles, les entreprises,

les institutions, où leur parole est écoutée et prise en compte. Parce que la prospérité partagée — celle que nous appelons de nos vœux — ne pourra exister sans une génération capable de la porter, de la défendre et de la faire grandir, il nous appartient d'agir ici et maintenant. Il nous faut bâtir les fondations solides d'un monde plus juste, plus humain, profondément vivant et respectueux des limites de notre planète. Ce monde, nous pouvons le créer ensemble, à condition de ne jamais perdre de vue que chaque action, même modeste, peut semer la graine d'un avenir meilleur. Transmettre un avenir digne, c'est donc aussi un acte d'amour, un acte politique et un engagement moral. C'est reconnaître que l'histoire, malgré ses répétitions et ses errements, peut toujours être réécrite — par la force des idées, par la solidarité, par la volonté collective. En cela, nous laissons aux générations futures un legs non seulement matériel, mais spirituel et humain : celui d'une société où chacun trouve sa place, où chaque vie a du sens, où la prospérité est partagée et respectueuse.

Un défi majeur : la dette, un obstacle à surmonter

Alors que nous regardons vers l'avenir, il nous reste à aborder un dernier point, un **fantôme omniprésent**, qu'on n'ose

souvent nommer tant il semble inextricable : **la dette**. Comment ferons nous pour prospérer malgré la dette ?

On commence par regarder comme chacun de nous le relevé de compte, les chiffres rouges criards se moquant de nos efforts. La dette, un monstre invisible, nous dit-on, s'est immiscée dans nos vies, étranglant nos rêves et nos espoirs. Nous nous sentons impuissants, piégés dans un engrenage infernal.

Mais ce n'est pas la fin. Ce chapitre n'est pas une tragédie, mais un tournant. Car au cœur même du désespoir, une graine d'espoir a germé ; avoir un but. Nous avons réalisé que la dette, aussi écrasante soit-elle, n'est pas une condamnation à perpétuité. C'est un défi, une épreuve qui va nous forger, nous rendre plus fort, plus persévérant.

On commence par faire le point, par dresser un bilan honnête et sans complaisance. On identifie les sources de la dette, les erreurs commises, les mauvaises habitudes. Ce ne sera pas une tâche facile, mais elle est nécessaire pour pouvoir avancer. C'est un acte de courage, de lucidité, une première étape vers la prospérité..

Puis, on cherche des solutions. On discute avec les créanciers, on explore des solutions de restructuration. On cherche des moyens de réduire les dépenses, de trouver de nouvelles sources de revenus. On a découvert une force

intérieure insoupçonnée, une capacité de résilience qu'on ignorait posséder.

Son chemin sera long et semé d'embûches. Il y aura des moments de doute, de découragement, où l'ombre de la dette semblera nous rattraper. Mais il ne faudra jamais abandonné. Nous avons appris à nous fixer des objectifs réalistes, à célébrer chaque petite victoire. Nous avons transformé la lutte contre la dette en une aventure humaine, une leçon de vie.

Et petit à petit, la lumière percera les ténèbres. La dette, autrefois un monstre implacable, sera devenue un défi surmonté, une source de fierté et de force. On aura non seulement surmonté l'obstacle, mais on en sera sorti grandi, plus sage, plus fort. Notre histoire sera un témoignage de courage, de persévérance, et surtout, de la force de l'esprit humain face à l'adversité.

Humanisme et prospérité partagés

Face aux défis du XXI^e siècle, comment façonner un avenir plus juste et durable pour les générations futures ? Ce livre propose une réflexion profonde et inspirante, explorant les pistes pour un monde meilleur. En mettant l'accent sur l'aménagement du territoire, le rôle essentiel des PME/PMI, et la nécessité d'une gestion responsable de la dette, il dessine les contours d'une société où l'humanisme et la prospérité sont partagés

*Blanche de Weerdt est Co-fondatrice du Cercle Sully,
laboratoire d'idées ouvert à tous*

et Vice-Présidente de l'Alliance Bleu et Rouge

Elle s'appuie sur une long parcours professionnel allant d'apprentie à chef d'entreprise.

Ses réflexions sur les enjeux contemporains se retrouvent dans les publications, « Après la pandémie vive le réchauffement climatique » et « Un défis pour 2030 » publié aux éditions du Figuier et de « Changer de cap » sur le Cercle Sully

